

L'union de la gauche en Seine-Maritime : rapprochements, conflits et négociations entre socialistes et communistes de 1972 à 1989

Le congrès d'Épinay du Parti socialiste, en juin 1971, et la signature du programme commun entre communistes, socialistes et radicaux de gauche, un an plus tard, ouvre une nouvelle ère politique, que ni la rupture du second en septembre 1977, ni l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981 ne viennent clore. La superposition des clivages droite/gauche et majorité/opposition qui entraînent une bipolarisation presque complète, la nationalisation du vote, la réorganisation des forces politiques et la croissance électorale continue du Parti socialiste sont des phénomènes structurants qui parcourent l'ensemble des années 1970 et modifient durablement le système politique. Leurs conséquences se ressentent jusqu'à nos jours, expliquant notamment que communistes et socialistes, malgré leurs divergences idéologiques creusées, continuent à apparaître, au moins au niveau local, comme des partenaires logiques, sinon naturels.

Pour étudier les relations heurtées entre ces deux partis, la Seine-Maritime fait figure de laboratoire privilégié. D'une part, le cadre départemental se révèle opératoire pour évaluer le poids du jeu politique national sur des situations locales, elles-mêmes porteuses de fortes particularités (l'agglomération rouennaise, Le Havre, Dieppe...), d'autant que, en Seine-Maritime, deux leaders de grande envergure, Roland Leroy pour le PCF, Laurent Fabius pour le PS, président aux destinées de leurs partis respectifs. D'autre part, ce territoire de grande industrie est, au début des années 1970, très favorable à la gauche et constitue l'une des meilleures zones d'implantation du PCF mais demeure une terre de mission pour un PS qui, hors la citadelle du Grand-Quevilly, n'y existe guère avant qu'il ne devienne, dans le courant de la décennie suivante, l'un de ses plus sûrs bastions.

L'objectif est alors d'examiner, en s'intéressant aux discours des acteurs, à leur stratégie et aux rapports de force électoraux, l'évolution des relations entre socialistes et communistes dans le département. Le découpage est chronologique, distinguant trois temps. 1972-1978, d'abord, période de l'union de la gauche où la dynamique de celle-ci, prioritairement portée par le PS, profite pourtant presque exclusivement au PCF. 1979-1983, ensuite, où, à une très vive opposition succède une union gouvernementale entre les deux partis alors que, par la rupture provoquée par les élections du printemps 1981, le PS dépasse électoralement le PCF. 1984-1989, enfin, époque où les relations nationales entre les deux partis sont presque réduites à néant ce qui influence les gestions municipales communes et aboutit, lors des municipales de mars 1989, à la remise en cause de certains des équilibres antérieurs, au profit du PS, qui s'impose comme la force politique centrale de Seine-Maritime.

I] 1973-1978

a) La situation des deux forces

A la fin des années 1960, le Parti socialiste est, malgré la présence du député-maire du Grand-Quevilly, Tony Larue, dans un état presque catatonique en Seine-Maritime. Lors de la

présidentielle de 1969, Gaston Defferre n'y obtient que 4,4 %, score plus catastrophique encore que dans l'ensemble du pays (5,0 %). Mais la gauche, elle, est bien implantée dans un département urbanisé et industrialisé. En effet, le Parti communiste est puissant, récoltant, avec Jacques Duclos, 26,7 % des suffrages en 1969 et dominant plusieurs mairies d'importance dont Le Havre, depuis 1965, et plusieurs communes de l'agglomération rouennaise. Il possède également, à l'issue du renouvellement de 1968, deux députés, avec Roland Leroy, élu dans la circonscription de Saint-Etienne-du-Rouvray, et André Duroméa, le maire du Havre. Quant au PSU, présent dans quelques zones, notamment la région rouennaise, c'est une force moins marginale que dans l'ensemble du pays et dont les principaux leaders, notamment Pierre Bourguignon, vont rejoindre le PS à l'issue des assises du socialisme en 1974. Dans ces conditions, la stratégie d'union de la gauche apparaît porteuse d'avenir.

De fait, elle va rapidement se révéler attractive. Certes, les législatives de mars 1973 ne sont pas un grand succès – puisque la gauche se contente de conserver ses trois sièges – et permettent surtout de constater que l'écart entre PCF et PS est toujours aussi important en Seine-Maritime (28,0 % contre 16,8 % quand les deux formations font jeu égal au niveau national). Mais, dès l'élection présidentielle anticipée de 1974, une dynamique se crée. Candidat commun du PS et du PCF, François Mitterrand obtient 53,4 % des voix au second tour, soit 4,2 points de plus qu'au niveau national. Dans les années suivantes, les deux formations de gauche progressent encore mais fort inégalement. Aux cantonales de 1976, le PS ne gagne qu'un siège supplémentaire contre quatre au PCF. Un an plus tard, lors de municipales triomphales pour l'union de la gauche, celle-ci remporte dix-huit des vingt-six communes les plus importantes du département quand elle n'en possédait que neuf auparavant. Le PCF prend Canteleu, Darnétal, Maromme, Bolbec, Oissel et Neuville-lès-Dieppe quand le PS ne gagne qu'Elbeuf, Montivilliers, Caudebec-lès-Elbeuf et Lillebonne. Incontestablement, le premier, qui tire parti de son meilleur ancrage initial, est le grand bénéficiaire de l'union. Inversement, le PS, qui, semble pourtant capter l'essentiel des nouveaux suffrages acquis par la gauche, doit souvent se contenter d'un rôle de supplétif dans les mairies gérées par les communistes. C'est d'ailleurs à l'occasion des négociations pour la constitution des listes que les relations entre les partenaires commencent réellement à se dégrader.

b) Des relations contrastées

Celles-ci sont essentiellement fonction de deux facteurs : les rapports de forces au sein de la gauche et la personnalité des acteurs. En Seine-Maritime, Roland Leroy est donc l'homme fort du PCF. Employé des chemins de fer et ancien résistant, il devient député à trente ans en 1956 et joue rapidement un rôle majeur dans l'appareil national du parti qui l'amène notamment à prendre, en 1974, la direction de la presse communiste. Cependant, entré en concurrence avec Georges Marchais à la fin des années 1960 pour succéder à Waldeck Rochet à la tête du parti, il est progressivement mis à l'écart par le nouveau secrétaire général. Il reste néanmoins une figure majeure du communisme français et le véritable leader de la fédération départementale. Il est aussi considéré comme particulièrement réservé sur le bien-fondé de l'alliance avec les socialistes. Dans ces conditions, les dirigeants fédéraux du PCF, comme Jean Malvasio, secrétaire fédéral de 1966 à 1986, relaient efficacement, voire amplifient, particulièrement lorsqu'elle se fait hostile au PS, la ligne officielle du parti. Les rapports entre les alliés restent

ainsi cordiaux jusqu'à la fin de l'année 1974. Malgré quelques difficultés sporadiques et la présence, pour peu de temps encore, d'anticommunistes historiques au PS, ils se traduisent par des actions communes, la campagne active des communistes pour populariser le programme commun de gouvernement – quand les socialistes préfèrent mettre en avant leur propre programme, « Changer la vie » – puis pour le candidat Mitterrand en 1974.

Cependant, alors qu'il apparaît que, au niveau national, l'union de la gauche profite plus au PS, le PCF change de tactique à l'automne 1974 et pose trois questions à son partenaire : « Est-il partisan d'un passage immédiat au socialisme ? Va-t-il renoncer à ses alliances à droite dans les municipalités ? Est-il décidé à refuser toute gestion "loyale" du capitalisme ? » Ce revirement, dans lequel Roland Leroy semble avoir joué un rôle majeur¹, a des répercussions immédiates en Seine-Maritime. Devant le congrès fédéral socialiste réuni à Grand-Quevilly en janvier 1975, Marc Massion, premier secrétaire fédéral, qui en profite pour livrer une leçon d'orthodoxe unitaire, en témoigne² :

« [Nos rapports avec le Parti communiste] ont suivi l'évolution que l'on connaît sur le plan national. Cette évolution a peut-être été plus rapide et plus dure en Seine-Maritime que dans d'autres départements.

[...]

En ce qui nous concerne, nous n'acceptons pas d'avoir à nous "justifier". L'union de la gauche, dans notre département, s'est développée, comme dans tout le pays, et nous y avons contribué sans défaillance. Et si nous ne tenons pas à envenimer la polémique, nous ne permettrons pas que l'action du parti soit dénaturée et nos intentions mises en doute. »

Mais l'épreuve de force a bien lieu lors de la préparation des municipales de 1977, moment de rapprochement concret entre les appareils et les militants. En Seine-Maritime, si, pour chaque commune ou presque, les négociations sont âpres, les tensions se concentrent principalement sur Sotteville-lès-Rouen et Rouen où les deux partis revendiquent la tête de liste. A Sotteville-lès-Rouen, Pierre Bourguignon souhaite l'obtenir pour « détruire l'image socialiste de Tafforeau [le maire de la ville, ancien du PCF et du PSU, alors proche de Jean Lecanuet] »³ et croit voir un PCF affaibli. Mais celui-ci, emmené par Jean Malvasio, refuse de céder. Le blocage est total et la section socialiste s'en remet aux décisions fédérales et nationales en insistant « sur la nécessité de déterminer une stratégie claire de rapports de forces entre le PCF et le PS [qui] doit être popularisée par la fédération. »⁴ Celle-ci n'a pourtant d'autre choix que d'accepter les exigences communistes en constatant « que la situation créée à Sotteville risque de faire obstacle à une représentation socialiste plus large dans d'autres villes. »⁵ Elle échoue également à Rouen où elle doit accepter que la tête de liste revienne à une personnalité, Georges Hélaïne, en fait proche du PCF, et même lui abandonner la deuxième place. Le Parti

¹ Voir le témoignage de Lionel Jospin dans « La rupture du programme commun – table ronde (avec Gérard Grunberg, Charles Fiterman, Lionel Jospin, Roger Gérard Schwartzenberg) » in Bergounioux (Alain) et Tartakowski (Danielle), *L'union sans unité*, Bergounioux (Alain) et Tartakowski (Danielle), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche : 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012, pages 273-297.

² Rapport d'activité du congrès du Grand-Quevilly ; archives personnelles d'André Thiollent.

³ Dossier sur Sotteville-lès-Rouen transmis par Pierre Bourguignon à la fédération et à la direction nationale ; Fondation Jean Jaurès (après FJJ), 13 EF 76.

⁴ *Ibid.*

⁵ Note du bureau de la fédération de Seine-Maritime envoyée au national ; FJJ, 13 EF 76.

communiste, malgré quelques concessions, joue de sa position de force en alternant pressions publiques et menaces officieuses. Ainsi se fait-il l'ardent propagandiste des listes d'union dans son hebdomadaire, *L'Avenir de Seine-Maritime*, Jean Malvasio y publiant, début décembre 1976, la déclaration qu'il a faite lors d'une rencontre entre les fédérations communiste, socialiste et des radicaux de gauche⁶ :

« Conformément à ce que nous avons décidé [...], nos responsables locaux ont fait preuve d'une très grande volonté unitaire.

Malheureusement, nous n'avons pas rencontré la même détermination de nos partenaires. Dans toutes les communes où des rencontres ont eu lieu, nous sommes partout en présence de la part du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, d'exigences absolument contraires à la volonté exprimée par les électeurs dans les précédents scrutins, contraires à l'esprit et à la lettre des accords national et départemental. »

Dans le même temps, le PCF se dit prêt à remettre en cause des accords déjà paraphés, comme à Saint-Etienne-du-Rouvray, voire au Havre, pour obtenir satisfaction là où se présentent des difficultés⁷. En février 1977, la menace communiste de primaires à Saint-Etienne-du-Rouvray plane toujours. Or, dans les villes de plus de 30 000 habitants, les fusions d'entre-deux tours sont impossibles et la liste victorieuse emporte l'ensemble des sièges. Dans cette ville où la droite est faible, une primaire n'aurait alors d'autre résultat que l'éviction des socialistes du Conseil municipal. La fédération socialiste, qui dénonce un « chantage », en est alors réduite à agiter la même menace au Grand-Quevilly où le rapport de forces lui est favorable⁸. Mais le PS n'a finalement d'autre choix que de renoncer à la plupart de ses ambitions dans la banlieue rouennaise et de céder aux exigences de son partenaire. Finalement, des listes d'union s'imposent presque partout à l'exception de Montivilliers, Neufchâtel-en-Bray et Duclair. Malgré le succès remporté par celles-ci, les conditions de la négociation ont affecté les relations entre partenaires, en particulier dans l'agglomération rouennaise, où sont basés les principaux leaders des deux formations.

A cette logique locale de la concurrence électorale, va s'ajouter l'échec national, en septembre 1977, des négociations sur l'actualisation du programme commun. Les relations entre communistes et socialistes deviennent alors franchement délétères dans le département comme le confirme la lecture de l'hebdomadaire communiste *L'Avenir de Seine-Maritime*. Après avoir mené campagne, tout au long de l'été, sur la « bonne actualisation »⁹ du programme commun, le journal commence à attaquer les dirigeants socialistes nationaux et départementaux avec une virulence accrue. La cible privilégiée est sans conteste Laurent Fabius, devenu premier adjoint de Tony Larue au Grand-Quevilly en mars 1977 et appelé à lui succéder à l'Assemblée nationale. Alors qu'il commence à installer son leadership sur la fédération socialiste, *L'Avenir de Seine-Maritime* publie en décembre un texte titré « Fabius s'adapte à l'auditoire »¹⁰ :

⁶ *L'Avenir de Seine-Maritime* n°221 du 2 décembre 1976.

⁷ FJJ, 13 EF 76.

⁸ *Ibid.*

⁹ Cette expression ne cesse d'être employée par les communistes. *L'Avenir de Seine-Maritime* n°s250, 251, 252, 255, 260 et 261 des 23 juin, 30 juin, 7 juillet, 21 juillet, 1^{er} septembre et 8 septembre 1977.

¹⁰ *L'Avenir de Seine-Maritime* n°276 du 22 décembre 1977.

« Le mercredi 14 décembre, le Parti socialiste tenait une réunion à la maison du syndicat d'Elbeuf.

Au cours de cette réunion, Fabius devait déclarer : « pour moi, le problème numéro un reste le chômage [...] »

Il faut donc changer, mais comment ? Sur ce point, Fabius reste étrangement muet, c'est un silence qui en dit long.

[...]

C'est [...] Fabius qui parle, et avec quelle force, de la crise papetière qui touche de plein fouet les travailleurs dans la deuxième circonscription, mais qui refuse avec autant de force, la nationalisation de la Chapelle-Darblay.

Fabius ne parle pas le même langage selon qu'il s'adresse au préfet ou aux travailleurs. »

Comme au niveau national, le « double discours » socialiste est dénoncé. Dans ce contexte de forte tension nationale, le Parti socialiste ne reste pas sans réagir. Dans *L'Unité*, son organe national, Roland Leroy est, lui aussi, accusé de complicité avec la droite¹¹ :

« Devant les graves difficultés que connaissent les travailleurs et l'ensemble de la population de la Haute-Normandie sous la gestion de MM. Barre et Giscard d'Estaing, le Conseil régional s'est réuni [...] le 12 décembre, à la demande du groupe socialiste. Laurent Fabius [...] a dénoncé à cette occasion le « programme régional d'action pour l'emploi et le soutien de l'activité des entreprises » dont l'insuffisance notoire ne répond ni aux besoins, ni aux aspirations des habitants de la région.

Sous l'œil goguenard des élus de la majorité, et notamment de Jean Lecanuet, Roland Leroy s'en est alors vivement pris à Fabius avant de voter, avec son groupe et la droite, contre l'amendement déposé par le représentant socialiste. Pis : Fabius ayant déclaré que les socialistes étaient disposés à voter un amendement déposé par le PCF s'il était « complété dans le sens du programme commun », il ne put obtenir satisfaction. Les mauvaises langues pourraient voir dans « l'alliance objective de la majorité et du PCF à Rouen » la preuve d'un certain virage. »

Le PS, s'il refuse la surenchère programmatique retourne ainsi l'argument de collusion avec la droite et reprend à son compte celui de fidélité au programme commun. Aussi, fin 1977, l'antagonisme a pris le dessus entre les deux anciens partenaires. Loin d'avoir encore rattrapé le Parti communiste, le Parti socialiste doit tenir compte de cette nouvelle donne avant d'aborder la séquence menant jusqu'à la présidentielle de 1981.

III] 1978-1983

a) L'inversion du rapport de forces

C'est durant celle-ci que les socialistes vont dépasser les communistes en Seine-Maritime. Pourtant, les législatives de 1978 confortent la tendance d'une progression de la

¹¹ *L'Unité* n°275 du 16 décembre 1977.

gauche qui bénéficie essentiellement au second. En apparence, du moins. Le résultat brut est sans appel : le PCF gagne deux sièges, le PS, avec Laurent Fabius qui succède à Tony Larue, ne fait que garder le sien. Néanmoins, les socialistes réduisent significativement l'écart qui les sépare des communistes (28,1 % contre 20,2 %). Surtout, si le PS n'a pas su créer les zones de force nécessaires à l'obtention de nouveaux sièges, il comble progressivement celles où il est le plus faible et progresse notamment en milieu rural et à Rouen-centre, où le PCF éprouve des difficultés historiques à s'implanter. Ses résultats sont beaucoup plus homogènes que ceux des communistes qu'il devance désormais cinq fois sur dix. Sans prendre beaucoup de suffrages à son allié, il s'affirme ainsi comme l'élément-moteur de la dynamique de la gauche.

Il faut toutefois attendre 1979 pour que le PS commence réellement à en profiter. Aux cantonales, il gagne quatre sièges contre un seul pour le PCF. Lors des européennes, il talonne celui-ci (23,5 % contre 25,1 %) et atteint, pour la première fois, le même score qu'au niveau national. Des perspectives favorables se dessinent. Elles vont pleinement se réaliser en 1981. Au premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand remporte 26,6 % des suffrages contre seulement 19,1 % pour Georges Marchais. Captant l'essentiel des pertes communistes, le candidat socialiste obtient également de bons scores dans le pays de Bray et, plus encore, celui de Caux, progressant aux dépens de la droite et étendant l'influence de la gauche dans des zones jamais véritablement touchées par celle des communistes. Au second tour, François Mitterrand, recueille 55,5 % dans le département. Avec un PS dominant en son sein, l'ancrage à gauche de la Seine-Maritime se renforce. Après ce premier succès, le PS en connaît un second, plus grand encore, lors des législatives où il remporte sept des dix sièges, dont trois détenus par le PCF. Cela signe le retournement qui s'est opéré et le PS sort grand vainqueur d'une courte phase où les relations entre communistes et socialistes ont été tout particulièrement tendues.

Tableau 1 : Evolutions comparées du Parti socialiste et du Parti communiste en Seine-Maritime aux élections législatives de 1973, 1978 et 1981

	1973	1978	1981
Score moyen des candidats communistes (1^{er} tour)	28,0 %	28,1 %	22,1 %
Candidats communistes en tête de la gauche	7	5	1
Elus communistes	2	4	1
Score moyen des candidats socialistes (1^{er} tour)	16,8 %	20,2 %	35,2 %
Candidats socialistes en tête de la gauche	3	5	9
Elus socialistes	1	1	7

b) La tension et le gel de 1983

Doté, à la différence de 1973, de réelles capacités offensives, le PS fait concurrence au PCF sur le terrain ouvrier durant la campagne des législatives de 1978. Marc Massion y voit l'une des causes de la dégradation accélérée des relations entre les deux partis, les communistes admettant mal que les « socialistes chassent sur ses terres. »¹² Dans les années suivantes, le Parti socialiste ne délaisse nullement les luttes ouvrières comme en témoignent les nombreux articles consacrés à celles-ci dans leur mensuel fédéral, *La République de Normandie*, mais

¹² *Le Monde* (06/01/1978).

aussi, très paradoxalement, ceux qui, chaque semaine ou presque, relatent, dans *L'Avenir de Seine-Maritime*, le « double discours » des leaders socialistes en relatant leurs actions aux portes des usines. Dans le département, les mots d'ordre de la direction nationale communiste sont toujours fidèlement relayés et, dès le lendemain des législatives de 1978, une campagne antisocialiste prend forme. Dans *L'Avenir de Seine-Maritime*, Jean Malvasio fait évidemment des socialistes les responsables de la défaite de la gauche. Il répond également aux critiques qui commencent à se faire jour dans les rangs de son parti¹³ :

« Il est vrai que quelques militants s'interrogent pour savoir si plutôt que d'avoir posé clairement et publiquement les questions au PS, il n'aurait pas été préférable d'atténuer nos critiques et de régler nos divergences sur le programme commun de gouvernement. Mais les communistes, dans leur ensemble, estiment au contraire que la bataille n'a pas été assez puissante afin d'expliquer les reculs du PS sur les engagements de 1972.

[...]

En attendant une analyse plus poussée, il semble que se dégagera du débat cette idée essentielle, majeure : c'est l'ampleur de nos explications sur le contenu des changements, de nos explications par rapport au PS qui a été décisive dans le résultat des législatives. »

Pourtant, c'est au Havre, où la tension à gauche est la moins prononcée, que les candidats communistes ont obtenu leurs résultats les plus satisfaisants alors qu'ils reculent, au profit des socialistes, dans l'agglomération rouennaise à l'épicentre du conflit. Pourtant, contre cette logique électorale, le PCF choisit résolument de développer ses « explications par rapport au PS » donc de multiplier les attaques envers son ancien partenaire. Dès lors, il se saisit de toutes les occasions pour dénoncer les compromissions de celui-ci. Laurent Fabius, qui gagne en visibilité nationale, demeure la cible prioritaire. Presque chaque semaine, *L'Avenir de Seine-Maritime* consacre un article au député de la deuxième circonscription. A l'instar de Jean Lecanuet à droite, celui-ci constitue une sorte de point de passage permettant l'articulation des critiques locales et nationales à l'encontre du PS. Dans les semaines qui précèdent et suivent les européennes de juin 1979, elles acquièrent même une résonance internationale. Ainsi, en juillet¹⁴ :

« Dans un tract distribué à la population couronnaise, le PS se dit solidaire des travailleurs immigrés.

[...] Les communistes ne pouvaient qu'être d'accord avec le Parti socialiste s'il ne s'agissait pas là d'une nouvelle tentative des dirigeants socialistes pour masquer leur politique de droite sous un langage de gauche.

A l'Assemblée européenne, les socialistes siègeront sur les mêmes bancs que les très sociaux-démocrates allemands dont M. Schmidt [le chancelier SPD], celui qui après avoir institutionnalisé les interdits professionnels, expulse 800 000 travailleurs immigrés de RFA. Le même Schmidt avec lequel F. Mitterrand est prêt à signer un autre programme commun après avoir déclaré forclos «le programme commun» qui aurait permis une autre politique pour la France. Et qui, sans la volonté délibérée des dirigeants

¹³ *L'Avenir de Seine-Maritime* n°293 du 20 avril 1978.

¹⁴ *L'Avenir de Seine-Maritime* n°356 du 4 juillet 1979.

socialistes de briser l'union de la gauche, aurait sorti la France de cette crise que les travailleurs français et immigrés doivent supporter aujourd'hui. Malgré leurs efforts répétés, il est décidément de plus en plus difficile pour L. Fabius, F. Mitterrand, P. Mauroy, M. Rocard et autres Chevènement, de masquer leurs convergences avec la droite et leur pleine et entière responsabilité dans son maintien au pouvoir. »

Avec ses raccourcis et liaisons intellectuellement difficilement justifiables, cet article est représentatif de la rhétorique employée par les communistes. Violente, fondée sur des enchaînements et des répétitions de mots d'ordre censés démontrer le « virage à droite » et le « double discours » des socialistes, elle apparaît finalement assez creuse puisque les socialistes n'étant pas au pouvoir, « les silences et les déclarations complices »¹⁵, autre formule rituelle, de ceux-ci à l'égard de celui-là sont assez difficiles à précisément déceler. Le résultat de cette campagne est alors de rappeler les propositions socialistes et sa présence sur le terrain sans pouvoir apporter de réelles preuves de sa collusion avec le pouvoir giscardien – donc d'offrir un curieux relais au discours officiel socialiste. Cherchant par ailleurs désespérément à reporter sur le PS la responsabilité de la rupture de l'union de la gauche, le PCF s'enferme ainsi, en 1979 et 1980, dans une stratégie ne pouvant que donner prise à l'accusation de sectarisme dont il fait l'objet. L'apogée locale en est peut-être, en septembre 1979, le vote par le PS, le MRG, l'UDF et le RPR au Conseil général d'une motion, déposée par les deux partis de gauche, sur l'emploi. Ce micro-événement, qui vient de manière bien frêle mais concrète étayer le discours communiste, est abondamment commenté dans *L'Avenir de Seine-Maritime*. Il donne même lieu à deux articles dans *L'Humanité* le 25 septembre. Le quotidien communiste affirme alors que « au Conseil général, messieurs Lecanuet, Rufenacht et les amis du socialiste Laurent Fabius [qui n'est pas conseiller général] parlent d'une même voix » et considère que ce vote apporte la preuve d'une « dérive vers la droite dans les faits » du Parti socialiste.

A l'inverse, la ligne socialiste, directement imposée par la direction nationale, est un parfait exemple du « tenir bon » mitterrandien adoptée lors du congrès de Metz en avril 1979¹⁶. Plusieurs sections socialistes se plaignent cependant que des actions de lutte contre la droite soient refusées ou annulées par le PCF mais la direction nationale cherche surtout à limiter les tensions. Ainsi Michel Vivien, responsable de la section socialiste d'Elbeuf, regrette que les communistes s'opposent à une action en faveur de l'emploi¹⁷ mais Eugène Teisseire, délégué national aux fédérations, lui répond de garder la position suivante vis-à-vis de l'ancien allié¹⁸ :

« La réponse du PCF à votre proposition traduit bien l'état d'esprit actuel des communistes.

Mais le durcissement de leur politique anti-unitaire doit appeler de notre part une réaffirmation encore plus ferme de notre attachement à l'union des forces de gauche. C'est l'avenir de toute la gauche en France qui en dépend. »

¹⁵ *L'Avenir de Seine-Maritime* n°358 du 19 juillet 1979.

¹⁶ Sur cette ligne, Bergounioux (Alain) et Grunberg (Gérard), « L'union de la gauche et l'ère Mitterrand » in Becker (Jean-Jacques) et Candar (Gilles) (dir.), *Histoire des gauches en France. Tome 2. XX^e siècle : A l'épreuve de l'histoire*, Paris, La découverte, 2004, pages 275-294

¹⁷ Lettre de Michel Vivien à Eugène Teisseire le 21 novembre 1979 ; FJJ, 13 EF 76.

¹⁸ Lettre d'Eugène Teisseire à Michel Vivien le 21 janvier 1980 ; FJJ, 13 EF 76.

Le PS ne cède donc pas, en toute occasion, à la polémique. Il peut toutefois s'y laisser aller lorsqu'elle lui permet d'afficher une ouverture d'esprit qui tranche avec l'attitude communiste. Ainsi, en février 1980, après l'invasion de l'Afghanistan qui dégrade fortement l'image de l'URSS et, par ricochet, celle du PCF¹⁹, Laurent Fabius, répond, dans les colonnes de *La République de Normandie*, à la lettre publique que lui adresse le militant communiste André Duval. Dans un contexte particulièrement défavorable pour le PCF, le député répond aux critiques, en prenant soin d'afficher, pour mieux se différencier, une certaine modération dans le ton, affirmant souhaiter « apporter plusieurs précisions sur les points [abordés] et qui [lui] paraissent erronés. »²⁰ Dans une introduction à ce débat, Michel Bérégovoy, responsable de *La République de Normandie*, résume, lui, la position socialiste :

« [La lettre d'André Duval] contient un très grand nombre d'inexactitudes, elle entre parfaitement dans la stratégie actuelle du Parti communiste qui vise en premier lieu le Parti socialiste.

Le mensonge et la calomnie ne nous font pas perdre notre sérénité et n'entameront pas notre volonté unitaire. Nous voulons rassembler contre la politique de Giscard d'Estaing et de son Premier ministre Barre, les travailleurs et tous ceux qui aspirent à une société plus juste. C'est le sens de notre combat et nous n'en changerons pas. »

Après les victoires socialistes du printemps 1981 et l'entrée de ministres communistes – ce qui était la principale revendication du PCF pendant la campagne – dans le gouvernement de Pierre Mauroy, les relations entre les deux partis, de nouveau alliés, s'apaisent. Néanmoins, au-delà de la brutale inversion du rapport de forces, les résultats du scrutin législatif de 1981 portent en eux les germes de nouvelles tensions locales notamment dans la troisième circonscription, où Pierre Bourguignon prend le siège de Roland Leroy, et dans la neuvième, où Jean Beaufile s'empare de celui d'Irénée Bourgois, le maire de Dieppe.

Elles vont se manifester lors des élections municipales de mars 1983. Pourtant, le reflux de la gauche, significatif lors du scrutin cantonal de 1982, conduit, malgré une nouvelle loi électorale qui rend *a priori* les primaires moins coûteuses, à une reconduction massive des accords d'union. Ce gel du combat électoral à gauche est éminemment favorable au PCF en Seine-Maritime. Néanmoins, pour combler leur déficient maillage territorial, les socialistes provoquent des primaires à Dieppe, Bolbec et Sotteville-lès-Rouen, qui, toutes, tournent à leur confusion. Dans les deux premiers cas, les listes communistes arrivent devant celles des socialistes au premier tour et, après fusion, les maires sortants conservent leurs écharpes. A Sotteville-lès-Rouen, la liste de Pierre Bourguignon devance largement celle de Jean Malvasio. Le total des voix de gauche au premier tour (plus de 57 % des suffrages exprimés) doit alors assurer au député une victoire facile mais il échoue finalement de 67 voix face à l'UDF René Salmon. Cette défaite provoque une crise entre les deux formations de gauche. Dans *La*

¹⁹ Duhamel (Olivier) et Parodi (Jean-Luc), « Images du communisme I et II » in *Pouvoirs* n°s 21 et 22, 1982, pages 169-180 et 159-172

²⁰ La lettre d'André Duval, datée du 16 janvier, est publiée dans *L'Avenir de Seine-Maritime* n°384 du 17 janvier 1980. La version manuscrite est republiée par *La République de Normandie* n°43 (février 1980) à côté de la réponse de Laurent Fabius.

République de Normandie, Alain Le Vern, nouveau premier secrétaire fédéral du PS, dénonce une stratégie délibérée de la part des communistes²¹ :

« Cette primaire était-elle nécessaire pour connaître le rapport de forces PS-PCF, ou bien s'agissait-il de poursuivre la tentative de déstabilisation [de] Pierre Bourguignon, "tombeur" de Roland Leroy ? J'incline pour la seconde hypothèse tant il est vrai que, depuis deux ans, cette stratégie est constante. »

Il insiste également sur « le mauvais report de voix PCF » alors que Pierre Bourguignon se dit victime d'un « vote de défiance révolutionnaire »²² des militants communistes qui auraient, malgré la fusion des listes, voté à droite pour ne pas voir les socialistes s'installer définitivement dans l'ancienne circonscription de Roland Leroy. Le Parti socialiste perd en tout cas l'occasion d'une conquête symbolique, l'une des seules, au niveau national, envisageables dans les villes de plus de 30 000 habitants²³. Toujours est-il que, à l'issue de ces municipales, le PCF gère douze des vingt-six communes de plus de 9 000 habitants en Seine-Maritime. Le PS, lui, n'en possède que quatre. Les deux associés-rivaux, alors que s'achève leur bref partenariat gouvernemental, ont donc chacun des forces et des faiblesses dans le département.

III] 1984-1989

a) Le gouffre électoral

C'est à cette aune qu'il convient d'apprécier l'évolution des relations entre communistes et socialistes, qui ne sont plus alliés au niveau national, lors de l'ultime période considérée. Pour les premiers, il s'agit de limiter leur recul en conservant leurs positions locales. Les seconds souhaitent, eux, s'appuyer sur des bases territoriales plus solides. Cette volonté ne peut que se réaliser aux dépens des communistes et la tentation de les affronter frontalement est d'autant plus grande que l'écart électoral entre les deux partis tend rapidement à se transformer en gouffre. Ainsi, aux législatives de 1986, qui se déroulent à la proportionnelle, le PS, mené par Laurent Fabius, remporte 35,5 % des suffrages et cinq sièges quand le PCF est réduit à 12,1 % et un siège. Dans la plupart des grandes villes communistes, le PS domine largement le PCF lors de ce scrutin. Aussi les socialistes caressent-ils bientôt l'espoir de nouvelles conquêtes alors que l'influence des communistes se réduit et que ceux-ci n'ont eu de cesse, depuis 1984, de critiquer une politique gouvernementale incarnée par le Premier ministre Laurent Fabius. Gonflé par le ressentiment, l'appétit socialiste augmente considérablement. Dès mars 1987, Alain Le Vern, devant le congrès fédéral, présente ouvertement le Parti socialiste comme une force d'alternance non seulement à la droite mais aussi au PCF²⁴ :

« Nous apparaissent comme la force politique neuve capable de rassembler une majorité nouvelle.

²¹ *La République de Normandie* n°64, avril 1983.

²² Entretien avec Pierre Bourguignon (09/05/2005).

²³ A l'issue de ces municipales, la gauche cède à la droite trente-six communes de plus de 30 000 habitants, vingt à direction communiste, seize à direction socialiste, et n'en remporte qu'une (Châtellerault avec Edith Cresson).

²⁴ *PS-Info*, supplément n°2 à *La République de Normandie* n°92, février 1987.

Dans de nombreuses communes, nous sommes mieux placés pour l'emporter face aux forces conservatrices. Dans les municipalités à direction communiste, les socialistes sont souvent devenus le recours de la gauche contre les volontés de revanche de la droite.

L'objectif prioritaire des socialistes est clair dans ce département : faire coïncider le résultat des élections locales avec nos résultats nationaux, renforcer notre implantation locale.

Dans le cas où nous appartenons à la majorité municipale, nous avons à ne pas renier la signature des accords de gestion de 1983, mais nous devons nous exprimer plus nettement. »

De ce point de vue, la consultation de mars 1986 constitue une étape fondamentale vers les choix stratégiques opérés par les socialistes lors des municipales de mars 1989 – moins d'un an après leur retour au pouvoir national sans le Parti communiste.

Dans l'intervalle, les nouvelles échéances nationales de 1988, présidentielle puis législatives, ne peuvent que renforcer les ambitions socialistes. En effet, alors que la gauche atteint son faîte en Seine-Maritime, comme dans tout le nord de la France, l'écart entre socialistes et communistes s'accroît encore. Dans le département, François Mitterrand, majoritaire au second avec 60,7 %, atteint 39,0 % au premier tour de la présidentielle contre 8,7 % au candidat communiste, André Lajoinie. Aux législatives qui suivent, les socialistes conquièrent dix des douze sièges en jeu, seuls leur échappant les deux du Havre, dont l'un est conservé par le maire communiste André Duroméa.

Tableau 2 : Evolutions du PS, du PCF et de la gauche au premier tour des élections présidentielles de 1981 et 1988 en Seine-Maritime

	PCF	PS	Total gauche	Part du PS dans le total gauche
Présidentielle 1981	19,1 %	26,6 %	51,4 %	51,7 %
Présidentielle 1988	8,7 %	39,1 %	52,6 %	74,2 %
Evolution	- 10,5 %	+ 12,5 %	+ 1,2 %	+ 22,5 %

b) Les municipales de mars 1989

C'est sur ces nouvelles bases que vont se construire les stratégies pour les municipales de mars 1989, élections absolument décisives car elles fondent la domination socialiste, pérenne puisqu'elle a encore été confirmée lors du scrutin, pourtant si défavorable au plan national, de mars 2014, sur l'agglomération rouennaise. En effet, c'est bien avec les victoires de proches de l'ancien Premier ministre à Petit-Quevilly et Canteleu et la prise du SIVOM de l'agglomération rouennaise²⁵ que naît le « système Fabius »²⁶ en Seine-Maritime, articulé, d'une part, sur la

²⁵ Le SIVOM de l'agglomération rouennaise, créé en 1974 sous l'égide de Jean Lecanuet, est transformé en District en 1995 puis, en 2000, en communauté d'agglomération, qui, en 2010, fusionne avec celle d'Elbeuf et les communautés de communes du Trait-Yainville et de Seine-Austreberthe pour donner naissance à la CREA (communauté de l'agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe). Celle-ci devient, en 2015, la Métropole Rouen Normandie.

²⁶ Sur celui-ci, voir Bussi (Michel), « Haute-Normandie » in Giblin (Béatrice) (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, 2005, pages 215-240, et, Renouet (Antoine), « Dynamiques normandes et

domination de collectivités locales par fidèles interposés, ceux-ci pouvant alors démultiplier la parole de leur leader quand celles-là assurent des ressources politiques stables à un parti qui, depuis 1981, malgré ses triomphes lors des scrutins nationaux, n'était encore qu'un colosse aux pieds d'argile, et, d'autre part, sur le contrôle de l'importante agglomération rouennaise, cœur de ce système.

En 1989, la liaison entre les niveaux national, départemental et local est assurément complexe. En France, les victoires de 1988, la popularité élevée de l'exécutif et l'absence d'alliance gouvernementale peuvent pousser les socialistes à multiplier les primaires à gauche. Cependant, les communistes, réduits à une position ultra-défensive, exploitent habilement la mystique toujours puissante de l'union, laissant au PS la responsabilité de la briser, et demandent que les maires sortants soient reconduits à la tête de listes d'union de la gauche²⁷ – ce qui permet de départisaniser quelque peu le débat, voire de trouver des alliés, dans les négociations, chez les sortants socialistes. Au sein du PS, bien que certains éléments, surtout dans les rangs fabiusiens, dénoncent la volonté communiste de graver dans le marbre le rapport de forces issu de 1983, les accords d'union sont, sous la pression du premier secrétaire Pierre Mauroy, très majoritairement reconduits. Dès lors, un cadre national ayant été, douloureusement, fixé, dans chaque département, les attaques socialistes sur les bastions communistes ne sont que limitées – et ciblées.

Dans ce schéma général, le cas de la Seine-Maritime est spécifique. D'abord, parce que Laurent Fabius n'étant pas alors un chaud promoteur de l'union, il doit apporter la preuve sur ses terres du bien-fondé de sa stratégie. Ensuite, parce que le tissu municipal communiste reste particulièrement dense et que la progression socialiste y a été spectaculaire ce qui augmente considérablement le nombre de situations potentiellement conflictuelles. Enfin, parce que Le Havre constitue le plus précieux des trésors du communisme municipal. Pour cette dernière raison, un accord national avec les communistes implique que les socialistes renoncent à disputer Le Havre à André Duroméa. Il y a donc union, toujours dominée par les communistes. Cet accord évite sans doute que ces municipales ne tournent au désastre pour le PCF. En effet, la victoire de la liste menée par André Duroméa, la seule des communistes dans une ville de plus de 100 000 habitants, n'est acquise que de justesse (52,0 % au second tour). Le résultat laisse d'ailleurs l'impression que le PCF est proche de l'effondrement dans la plus grande ville du département et que le PS a peut-être laissé passer une chance historique. Mais celui-ci a surtout opéré définitivement un choix décisif vers lequel il tendait irrésistiblement. La contrepartie de l'union au Havre est inévitablement, quand bien même les communistes essaient d'éviter toutes les primaires en fustigeant les tentations hégémoniques des socialistes, que le PS s'oppose au PCF dans un certain nombre de mairies tenues par ce dernier. Malgré un accord départemental entre fédérations qui concerne la majorité des communes importantes tenues par

réalités parisiennes du Parti socialiste en Seine-Maritime depuis les années 1970 » in *Etudes normandes* 1/2014, pages 121-138.

²⁷ La capacité des notables communistes à maintenir leurs positions, dans un contexte général d'affaiblissement de leur parti, n'a cessé d'étonner. Le PCF a parfaitement intégré cette dimension personaliste et appelle donc à la constitution de listes d'union autour du maire sortant. Ainsi, Thierry Foucaud, fin novembre 1988, publie un communiqué où il déclare qu'il faut « aider au plan local à la constitution, dès le premier tour, de la liste autour du maire sortant qu'il soit socialiste, communiste ou radical de gauche », mot d'ordre ensuite décliné au niveau local. *Paris-Normandie* (29/11/1988).

la gauche, il y a cinq primaires dans les villes de plus de 9 000 habitants à Dieppe, Bolbec, Canteleu, Grand-Couronne et Petit-Quevilly. Ce chiffre est considérable et fait de la Seine-Maritime une exception. Les deux premières sont des remakes de celles de 1983 et donnent des résultats similaires avec la reconduction des sortants communistes. Les trois autres sont toutes sises dans l'agglomération rouennaise où « les “poulains” de Laurent Fabius »²⁸ mènent l'offensive. Elle est loin d'être totale – le PS a renoncé à Saint-Etienne-du-Rouvray et, après de longues tergiversations, à Darnétal, il n'a rien tenté ou presque à Oissel et Maromme – mais suffisante pour permettre aux socialistes de devenir la première force municipale de l'agglomération. Elle est surtout une réussite presque absolue. A Petit-Quevilly, le jeune François Zimeray, battu de façon controversée lors des cantonales de septembre 1988, mène campagne en exploitant les remous engendrés par « l'affaire », met en avant une modernité censée trancher avec la sclérose frappant le PCF, et, jouant sur le fait que le PS apparaisse comme la seule force d'alternance dans la commune, mobilise des thématiques généralement dévolues à la droite (la délinquance, la baisse des impôts locaux). Il prend ainsi une revanche éclatante. A Canteleu, l'ancien recteur Christian Bècle, conseiller de Laurent Fabius, remporte également une victoire qui ne souffre aucune contestation. Ce n'est pas le cas de celle de Bernard Frau à Grand-Couronne. Au premier tour, sa liste, d'« ouverture » puisqu'elle est alliée à un groupement local considéré comme proche de la droite, est devancée par celle du sortant Jean Salen. Affirmant que les communistes refusent l'union et choisissant de ne pas se désister, Bernard Frau l'emporte dans une surprenante triangulaire où ne s'opposent que des listes de gauche. Pour le PS, c'est, à tous égards, une victoire à la Pyrrhus. Déjà profondément dégradées par l'offensive fabiusienne, les relations entre socialistes et communistes sont encore un peu plus abîmées par les conditions de son succès à Grand-Couronne. Ses victimes trouvent là des arguments crédibles pour en dénoncer son principe même²⁹. Cependant, malgré cette sérieuse ombre au tableau, le PS a, en Seine-Maritime, tout lieu de se réjouir des résultats du scrutin de mars 1989. Remportant trois autres grandes mairies aux dépens de la droite (Sotteville-lès-Rouen, Fécamp et Barentin), il est désormais à la tête de dix des vingt-six communes de plus de 9 000 habitants du département. En outre, Laurent Fabius prend la tête du SIVOM de l'agglomération rouennaise où il succède à Jean Lecanuet. Le communisme municipal, lui, existe toujours puisque des maires PCF sont encore à la tête de neuf grandes villes.

Il apparaît, sans grande surprise, que, dans un département devenu fief socialiste après avoir été fief communiste, les relations entre les deux formations n'ont jamais été harmonieuses. Fors une courte embellie aux lendemains de la signature du programme commun, elles ont été au mieux mauvaises, au pire inexistantes. Evidemment, se manifestent des pics de tension, souvent liés aux événements nationaux, ou lors de chaque scrutin municipal qui entraîne des négociations inévitablement difficiles. Par ailleurs, ces tensions se cristallisent dans quelques

²⁸ *Paris-Normandie* (13/03/1989).

²⁹ Ce lourd contentieux est lourd pèse, trois ans plus tard, sur l'élection du président du Conseil régional, lors de laquelle Laurent Fabius est battu par Antoine Rufenacht. Dans cet épisode, Bernard Frau joue à nouveau un rôle décisif. Celui-ci a, entretemps, confirmé son caractère incontrôlable, en quittant le Parti socialiste et entame une trajectoire des plus improbables qui va le mener de l'écologie politique jusqu'à la promotion du vote blanc en passant par les rangs pasquaiens ou bayrouistes.

lieux emblématiques et s'y accumulent également, ce qui y rend peu aisé la résorption des querelles sur le long terme.

Mais, plus fondamentalement, deux logiques, chacune également partagées par les socialistes et communistes, ne cessent de s'affronter :

- Celle de la concurrence, d'abord. Les deux partis restent des rivaux lorgnant sur certains territoires et segments électoraux communs. Le déséquilibre des rapports des forces implique le conflit, socialistes comme communistes cherchant à tirer profit du moindre affaiblissement de leur partenaire-adversaire. A ce titre, l'évolution électorale extrêmement brutale, qui ne trouve que peu d'équivalents en France, de la Seine-Maritime qui, en moins d'une vingtaine d'années, emmène, au sein de la gauche d'une nette domination communiste vers une large prépondérance socialiste, est source d'oppositions particulièrement virulentes.
- Celle de l'union, ensuite. Elle s'impose aux acteurs, qui, pourtant, ne semblent la pratiquer qu'à regret, comme une norme presque indépassable³⁰. Aussi, tout le débat suivant la rupture du programme commun tourne autour de la responsabilité de chacun dans celle-ci. Incontestablement, elle va être attribuée, malgré leurs efforts pour imposer une autre lecture, aux communistes – ce qui s'avère de grande conséquence au printemps 1981. Au-delà, alors que l'union est réduite à un simple accord électoral et de gestion, sa mystique perdure et demeure l'une des seules armes à disposition des communistes en 1989. Elle n'est pas absolue mais sa puissance ne saurait être tenue pour nulle, les socialistes, malgré un rapport de forces presque uniformément favorable, se résignant à des attaques limitées. Dans les années suivantes, cela reste leur stratégie.

Aussi, semble-t-il impossible d'affirmer que l'une des deux logiques l'emporte complètement. Il faut simplement observer que, ponctuellement, celle de la concurrence débridée s'impose. Mais socialistes et communistes semblent comme condamnés à se retrouver dans de tortueuses négociations durant lesquelles ils s'accusent mutuellement des pires maux et n'avouent jamais franchement, tout en ayant une claire conscience, qu'au vu de leurs fortunes électorales, ils tirent bien chacun profit d'une union souvent bien chancelante.

Antoine Rensonnet

³⁰ Sur ce point, voir Lefebvre (Rémi), « La construction de l'union de la gauche au niveau municipal : l'institutionnalisation d'une norme unitaire » in Bergounioux (Alain) et Tartakowski (Danielle), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche : 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012, pages 209-222.